



Tous dans l'action pour imposer d'autres choix

Les projets de loi de finances pour 2010, actuellement en discussion au Parlement, sont porteurs de mesures et d'orientations extrêmement néfastes pour la Fonction publique et les services publics.

Ils aggravent, en particulier, la politique de suppressions d'emplois publics déjà insupportable. Au rythme actuel, ce sont environ 300.000 emplois qui auront été rayés de la carte pour le seul versant de l'Etat de 2003 à 2012, dont 90 % sous l'ère SARKOZY. L'Éducation payant dans ce cadre un lourd tribut.

Les applications et les déclinaisons de la RGPP et de la REATE créent et créeront de plus en plus de conséquences néfastes sur les conditions de travail des personnels mais aussi sur la qualité et la proximité des services publics.

A cela s'ajoute le fait que l'hôpital public est maintenu dans une situation de sous-effectif absolument dramatique.

Demain, ce sera le versant territorial qui sera mis en demeure – par des contraintes budgétaires parfaitement anti-démocratiques – de se conformer à ces normes libérales.

Le Président de la République et le Gouvernement prônent de telles perspectives alors même que des questions majeures, comme les salaires et le statut des agents, ne reçoivent que des réponses complètement insatisfaisantes, voire parfaitement régressives.

Nos organisations syndicales, en s'inscrivant résolument dans la dynamique du mouvement interprofessionnel, considèrent que la période actuelle doit être l'occasion de multiplier les actions, sous toutes les formes, en n'en excluant aucune, dont la grève.

Elles appellent à faire de la seconde quinzaine du mois de novembre une période de mobilisation continue, favorisant les convergences et traduisant la cohérence de notre riposte. Elles soutiennent toutes les initiatives déjà en construction, à la Poste, dans l'Education Nationale, à l'occasion du congrès des Maires de France....

Alors que la crise systémique illustre à nouveau le rôle de la Fonction publique et des Services publics pour répondre aux besoins de la population. Les valeurs, au cœur de l'organisation des missions, tranchent avec la recherche de profits immédiats responsable du marasme actuel.

Il est urgent :

- d'assurer le remplacement des départs en retraite en créant les emplois nécessaires
- de donner les moyens aux Services Publics de répondre aux besoins croissants de la population et de l'économie partout sur le territoire.
- d'assurer le maintien et la progression du pouvoir d'achat des agents publics et notamment par l'augmentation de la valeur du point d'indice ;
- d'abroger la loi dite « *de mobilité* », véritable broyeuse du statut des fonctionnaires...

Tout cela pour mettre encore mieux la Fonction publique au service de toutes et tous.

Nos organisations syndicales affirment à nouveau leur volonté de créer toutes les conditions du rapport de forces nécessaires pour la mise en œuvre de choix radicalement différents pour la Fonction publique.

le 10 novembre 2009